

# Les Vingt-Huit ne promettent pas d'adhésion rapide aux pays des Balkans

**Sans faire de promesses, les dirigeants de l'UE confirment les perspectives européennes des Balkans occidentaux afin d'éviter qu'ils basculent dans le giron de Moscou.**

**VINCENT GEORIS**  
À SOFIA

Cela fait quinze ans que les pays des Balkans occidentaux attendaient ce sommet. Les dirigeants de l'UE ont rencontré, jeudi à Sofia, leurs homologues de Serbie, du Monténégro, de Macédoine, de Bosnie-Herzégovine, du Kosovo et d'Albanie.

Depuis le début du siècle à la fin d'une guerre fratricide dévastatrice, ces six États de l'ex-URSS attendent dans l'antichambre de l'Union un hypothétique élargissement. Au sommet de Thessalonique en 2003, ils avaient reçu des promesses, revues depuis lors à la baisse.

La crise économique, l'émergence d'un courant eurosceptique et l'hostilité de l'opinion publique ont refroidi les ardeurs. Pour certains leaders européens, comme le président français Emmanuel Macron, il est préférable d'approfondir l'Union avant de l'agrandir. *«Il faut regarder avec beaucoup de prudence et de rigueur tout nouvel élargissement»*, a-t-il dit après le sommet.

## Rassurer sans promettre

Sans s'engager vers des adhésions rapides, l'UE a confirmé à Sofia les «perspectives européennes» de ces pays afin d'éviter qu'ils se découragent et basculent dans le giron de

Moscou.

Des échéances sont prévues, mais des obstacles subsistent. En juin prochain, les dirigeants européens doivent se prononcer sur la proposition de la Commission européenne d'ouvrir des négociations d'adhésion avec l'Albanie et la Macédoine.

La Serbie et le Monténégro, déjà candidats, pourraient être les premiers à adhérer. La Commission Juncker évoque l'horizon 2025, mais tous les pays européens ne partagent pas cette position.

## Des obstacles subsistent

Le Kosovo n'est toujours pas reconnu par cinq États européens, l'Espagne en tête. Le Premier ministre espagnol Mariano Rajoy était absent du sommet, refusant de s'asseoir aux côtés du Président kosovar, Hashim Thaci. Le Kosovo, séparé de la Serbie depuis 2008, constitue un modèle d'émancipation pour les indépendantistes Catalans.

Les dirigeants européens ont pressé la Serbie et le Kosovo de mettre fin à leurs différends. La chef de la diplomatie européenne Federica Mogherini a mis les choses au point mercredi soir avec le président serbe Aleksandar Vucic et son homologue kosovar.

**«Il faut regarder avec beaucoup de prudence et de rigueur tout nouvel élargissement.»**

**EMMANUEL MACRON**

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

La Grèce et la Macédoine doivent aussi régler leur vieux litige sur le nom de l'ancienne république de Yougoslavie. Athènes s'oppose à ce que la Macédoine utilise le nom de sa province du nord. Des progrès ont été enregistrés à Sofia sur cette question. Selon le Premier ministre macédonien Zoran Zaec, une «*solution acceptable*» aurait été trouvée. Mais aucun accord n'a été scellé.

D'autres questions demeurent, comme la lutte contre la corruption, encore présente dans ces pays, et le respect de l'État de droit. *«Le dialogue politique est important, mais les questions de liberté de la presse et d'État de droit le sont tout autant, de même que la lutte contre le terrorisme et l'immigration illégale»*, estime le président du Parlement européen, Antonio Tajani.

Les pays des Balkans occidentaux se sentant délaissés, le risque est grand qu'ils se tournent vers des puissances voisines, comme la Turquie et la Russie, ou la Chine, tous prêts à investir dans la région.

En attendant l'élargissement, l'Union européenne a promis *«d'intensifier son action à tous les niveaux en vue de soutenir la transformation politique, économique et sociale de la région»*. Cette promesse devrait se traduire, entre autres, par des investissements dans les infrastructures de transport des Balkans, des échanges culturels et éducatifs.

## IRAN

### L'UE VA BLOQUER LES SANCTIONS AMÉRICAINES

Le président de la Commission européenne **Jean-Claude Juncker** a annoncé à Sofia le lancement ce vendredi d'un processus de **blocage des sanctions extraterritoriales** que les Etats-Unis prendraient contre les entreprises européennes voulant investir en Iran.

Mercredi soir, lors d'un dîner dans la capitale bulgare, les dirigeants de l'UE ont réitéré leur intention de respecter l'accord nucléaire avec l'Iran malgré le retrait des Etats-Unis. *«Il y avait une conscience partagée que la situation est sérieuse, a dit le Premier ministre Charles Michel. Nous avons fait preuve de*

*détermination, de calme et de sang-froid. Nous ressentons aussi un sentiment de tristesse de la manière dont nous traitent les Etats-Unis.»*

Ce **règlement de blocage** a été adopté en 1996 pour contourner l'embargo contre Cuba. Il sera **adapté au cas iranien**.

Pour autant, l'Europe ne compte pas se montrer angélique avec l'Iran. *«Il ne faut pas être naïf, dès lors que nous soutenons cet accord avec l'Iran, nous devons dans le même temps avoir une relation claire avec l'Iran sur ses ingérences au Moyen Orient, en Syrie et au Liban», a conclu Charles Michel.*

**V.G.**